

la Lettre du Maroc

BULLETIN DE L'UNION SOCIALISTE DES FORCES POPULAIRES - COMMISSION ADMINISTRATIVE NATIONALE
FEDERATION D'EUROPE OCCIDENTALE

8 mai 1983 : UN TOURNANT HISTORIQUE POUR L'U.S.F.P.

Le 8 mai 1986, a pris fin la détention des derniers militants et responsables de l'USFP condamnés en mai 1983, à la suite du complot prémédité par la droite du parti (conduite par l'ex-bureau politique) en collaboration étroite avec l'administration locale et les forces de répression. 34 militants de l'USFP, dont de nombreux membres de la Commission Administrative et du Comité Central ont été arrêtés par la police après avoir été molestés par les partisans de l'ex-bureau politique, armés de matraques, devant le local du parti à Rabat, où était convoquée une réunion "secrète" du comité central. Un comité central taillé sur mesure par l'ex-bureau politique, c'est-à-dire sans la participation des membres démocratiquement élus, qui ont été empêchés par la force de pénétrer dans le local, jusqu'à l'intervention des forces de police qui ont procédé à leur arrestation pour ... "attroupement non autorisé sur la voie publique" ! La droite, au prix de cette collusion flagrante avec la police, avait enfin les mains libres pour tenir son "comité central" et lui imprimer son orientation qui avait été rejetée par la majorité du parti.

A l'issue des arrestations de ce 8 mai 1983, 34 militants et responsables du parti sont aussitôt déferés devant le tribunal, pour parachever le complot. Leur procès se transforme en véritable réquisitoire contre la droite et la réaction. Ils dénoncent le système politique basé sur l'exploitation, la répression et la falsification de la volonté populaire. Ils affichent clairement leurs opinions politiques et idéologiques inspirées du socialisme scientifique et se déclarent déterminés, malgré les complots et la répression à lutter avec l'ensemble de la base du parti pour barrer la route à toute tentative de liquidation des acquis de l'USFP et de sa ligne révolutionnaire forgée par la lutte et le sacrifice des centaines de martyrs. Ils ont enfin mis en évidence la collusion de la droite du parti, conduite par l'ex-bureau politique, avec la réaction et les forces de répression. Cette droite minoritaire au sein du parti qui s'est faite l'instrument de liquidation du parti à défaut d'avoir pu lui imposer son orientation opportuniste.

Malgré l'emprisonnement de plusieurs responsables et militants, pendant une année pour la plupart et trois années pour les camarades Mohamed Bougrine, Abderrahmane Benameur, Mohamed Fellahi et Barakat Lyazid, le parti a relevé le défi. La prison, loin d'éteindre leurs convictions, les a confortés dans leur engagement révolutionnaire et leur détermination de continuer l'oeuvre de militants prestigieux tels Mehdi Ben Barka et Omar Benjelloun et des centaines d'autres militants moins connus qui ont donné leur vie pour édifier un véritable instrument révolutionnaire au service de la classe ouvrière et de l'ensemble des masses populaires, pour la libération, la démocratie et le socialisme.

Après trois ans de rupture avec la droite opportuniste et l'exclusion du parti de l'ex-bureau politique, le 8 mai 1983, et malgré la répression, l'emprisonnement et les entraves de toutes sortes, le parti n'a pas été liquidé. Loin de là. Son organisation s'est renforcée, alors qu'elle était auparavant galvaudée par la droite opportuniste et réformiste. L'engagement de ses militants au sein de la classe ouvrière, de la paysannerie pauvre et de l'ensemble des couches déshéritées, est une réalité irréversible, alors que la droite voulait faire du parti un vague rassemblement hétéroclite qui ne s'appuie sur les masses populaires que pour des buts électoralistes, afin d'accéder au parlement ou à des postes gouvernementaux. Enfin, la ligne politique et l'adhésion sans ombages au socialisme scientifique est clairement affirmée et fidèlement mise en pratique, alors que l'ex-bureau politique avait tourné le dos à cette orientation (pour autant clairement proclamée par le 3ème congrès de l'USFP en 1978), pour se jeter dans les bras de la social-démocratie et intégrer les rangs de "l'inter-africaine socialiste".

Après son expulsion du parti en mai 1983, l'ex-bureau politique continue toujours d'usurper le nom de l'USFP, après avoir, avec l'aide de l'administration et de la police, mis main basse sur ses locaux, son matériel et ses archives. Le journal que ce groupe continue de publier n'a plus rien à voir avec la presse du parti et sa tradition militante. Ce journal qui ne manque bien sûr pas de moyens, reflète le véritable visage de ses promoteurs.

Le 1er mai dernier, le numéro 1000 de ce journal était accompagné d'un encart publicitaire de 8 pages au profit de sociétés marocaines et multinationales du textile et du cuir. Deux secteurs qui au Maroc sont synonymes d'exploitation éhontée de notre classe ouvrière. Dans le n° 978 du 8 avril, un autre supplément faisait la publicité aux industries de l'informatique et de la communication.

On voit à travers ces deux exemples parmi d'autres, la véritable motivation de ce groupe politique qui s'est transformé en groupe de presse ayant usurpé le nom de l'USFP pour le fructifier auprès du patronat marocain et des sociétés multinationales.

Nous ne sommes nullement opposés à la publicité, mais à condition que son contenu ne soit pas en contradiction avec nos convictions révolutionnaires et notre ligne politique.

Notre parti, devant la nécessité de faire connaître à l'opinion publique sa ligne politique et idéologique et ses analyses de la situation nationale et internationale, a dû attendre, par manque de moyens matériels, deux années avant de pouvoir mettre en circulation un journal qui reflète les véritables positions de ses militants.

Edité en langue arabe, "AL-MASSAR", sous la responsabilité du camarade Ahmed Benjelloun, paraît depuis le 1er mai 1985. Sa périodicité hebdomadaire n'a pu se concrétiser que depuis quelques semaines, ayant pendant une année entière observé une parution bi-mensuelle. Fort du sacrifice et de la mobilisation de ses militants et de l'accueil enthousiaste qui lui a été réservé par l'opinion, cet hebdomadaire politique social et culturel est en lui-même l'expression du défi relevé par l'USFP face à ses fossoyeurs et à ses ennemis de classe.

...

Nous publions ci-joint la traduction de l'éditorial paru dans le numéro spécial de 20 pages publié à l'occasion du 1er mai 1986. Ce numéro comporte par ailleurs des sujets diversifiés:

- La classe ouvrière marocaine
- La politique des salaires au Maroc et l'exploitation de la force de travail
- L'organisation révolutionnaire et l'action de masse
- La législation sociale au Maroc
- La répression syndicale
- La Fédération syndicale mondiale (F.S.M.)
- ainsi que de nombreuses informations sur les luttes ouvrières.

(...)

Dans le premier numéro de notre journal paru le 1er mai 1985 pour symboliser notre attachement à la cause de la classe ouvrière, nous écrivions à propos de la formation de l'actuelle coalition gouvernementale, après avoir noté qu'elle ne différait en rien des précédentes :

" ... La déclaration du "nouveau" gouvernement ne prête guère à l'optimisme quant au sort réservé à la classe ouvrière et à l'ensemble des masses laborieuses, s'agissant de leur niveau de vie, de leur santé, leur logement, leur enseignement et leur vie quotidienne. Cette déclaration scelle les choix et les orientations déjà en vigueur auparavant et qui reposent sur des rapports d'exploitation ; ce qui ne manquera pas d'enfoncer davantage notre pays dans la crise et de pousser encore plus notre peuple à la misère... "

Cette analyse s'est confirmée, lorsqu'on passe en revue les conséquences dramatiques de cette politique sur notre peuple.

Face aux augmentations successives des prix des produits de première nécessité et des loyers, les salaires - au demeurant dérisoires - sont restés inchangés. D'où une baisse vertigineuse du pouvoir d'achat.

Par ses choix de classe, le gouvernement a laissé les mains libres au patronat pour exercer son arbitraire sur les travailleurs, ne respectant même pas le minimum inscrit dans la législation au sujet des salaires, des horaires, des accidents, de la sécurité sociale et des conditions de travail. Ainsi, les licenciements arbitraires sont pratiqués par les patrons dans une impunité totale. D'où une extension du chômage qui atteint à l'heure actuelle environ 35 % de la population active, dont une partie de plus en plus importante de diplômés universitaires. Une telle situation permet au patronat d'imposer ses conditions sur le marché du travail.

Il est sans doute inutile de rappeler que cette situation dramatique de la classe ouvrière marocaine et de l'ensemble des masses populaires, est le résultat d'une politique de classe suivie depuis des décennies. Cette politique est inspirée par la nature même de la classe dominante, constituée par la bourgeoisie comprador et la semi-féodalité, intimement liées aux grands monopoles et aux cercles financiers impérialistes.

Imputer les responsabilités de cette situation catastrophique du pays au F.M.I ou à la Banque Mondiale, en affirmant que nos maux proviennent de la dette extérieure et qu'ils seront guéris dès lors qu'on cesse de se plier aux directives de ces institutions, c'est essayer de détourner l'attention de notre peuple sur les véritables causes de sa misère et les responsables directs de cette situation.

Si plus de sept millions de marocains vivaient dans les années 70 en dessous du seuil de pauvreté absolue (selon un rapport de la Banque mondiale en 1980), ce chiffre a du sensiblement augmenter à l'heure qu'il est, à cause des choix politiques, économiques et sociaux de la classe dominante marocaine.

La fronde vis-à-vis des institutions financières impérialistes, qui peut aller jusqu'à la remise en cause de la dette extérieure (qui atteint 14 milliards de dollars pour le Maroc) et le refus d'appliquer les mesures draconiennes prescrites par ces institutions (vérité des prix, suppression de la Caisse de compensation, allègement des crédits sociaux etc...), peut être considérée comme une position nationale incontestable. Cela permettrait dans un premier temps d'alléger quelque peu le fardeau qui pèse sur les plus démunis. Ce mot-d'ordre est donc une position juste lorsqu'il est brandi sans arrière-pensée. mais à partir du moment où il est colporté d'une manière démagogique, comme c'est le cas au Maroc (y compris par certains "progressistes") pour escamoter les responsabilités évidentes de la classe dominante marocaine, il devient un slogan sans aucun contenu de classe et le faire-valoir d'une politique réactionnaire et anti-populaire.

En définitive, réduit à cette dimension réformiste, ce mot d'ordre vise à dédouaner les exploités de notre peuple et, sinon à éloigner les travailleurs de la lutte pour leurs revendications légitimes, du moins à dévoyer cette lutte et à la galvauder.

Mais la classe ouvrière marocaine a appris que pour défendre ses droits et ses aspira-

tions, il lui fallait se mobiliser, s'unir pour lutter contre l'exploitation de classe dont elle est victime. Ainsi, malgré les pires difficultés quotidiennes, aggravées par une répression des plus rétrogrades, les travailleurs marocains ont mené des luttes exemplaires, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé. Ces luttes ont été particulièrement dures dans le secteur minier, à Jérada, Youssoufia et Khouribga notamment. C'est que la classe ouvrière marocaine, instruite par une expérience de plusieurs décennies de luttes parfois dramatiques, sait que ses exploités, de par leur nature, sont hostiles à toute démocratie syndicale et ne croient pas aux libertés et aux droits des travailleurs et encore moins au dialogue social. Ces principes qui sont la base d'un certain équilibre entre les partenaires sociaux dans un système capitaliste, sont niés et combattus par la bourgeoisie marocaine, avide d'amasser les plus grands profits, le plus rapidement possible et à moindre frais. Ce qui a pour corollaire une exploitation tous azimuts, sans respect des textes en vigueur (aussi sommaires soient-ils) et encore moins de la dignité des travailleurs. Ce qui débouche sur l'affrontement de classe qui prend souvent des allures de guerre : une guerre de classe où les travailleurs n'ont pour seules armes que leur dignité et leur détermination...

La classe dominante marocaine n'a en fait aucun projet de société. Le libéralisme dont elle se targue ne correspond à rien dans la réalité. Le libéralisme bourgeois exige du patronat le respect d'un minimum de droits et de règles sociales qu'il ne doit nullement transgresser sous peine de mettre en danger les fondements mêmes du système.

Tant qu'elle maintient des structures d'exploitation et de répression archaïques et rétrogrades, ignorant les droits élémentaires des travailleurs et foulant au pied leur dignité, la bourgeoisie marocaine ne peut en aucune manière se prévaloir du libéralisme ou d'un quelconque système bourgeois. Ceci est inscrit dans sa nature même : une bourgeoisie comprador et parasitaire, qui a tout intérêt, pour sa propre survie, au maintien de ces structures d'exploitation.

...

Ce n'est donc pas étonnant que la Confédération Démocratique du Travail (C.D.T.) lève un mot d'ordre au contenu de classe évident, adapté à la situation actuelle de la classe ouvrière marocaine. Ce mot d'ordre : "la lutte des classes est la voie de la libération nationale et de l'émancipation des travailleurs", impose cependant à cette jeune centrale ouvrière un travail supplémentaire de consciencisation, d'organisation et de mobilisation des travailleurs, conformément aux principes démocratiques, progressistes et unitaires sur la base desquels elle a été créée, en tant qu'alternative syndicale pour sortir la classe ouvrière de l'immobilisme dans lequel elle a été maintenue des années durant, voire des décennies, par la bureaucratie syndicale, et en tant que mouvement syndical ouvrier indépendant, mais organiquement lié au mouvement de libération nationale. Ce mouvement de libération nationale ne peut être (dans le cadre des structures actuelles de notre société) un mouvement authentique s'il ne fait pas de la classe ouvrière son avant-garde et de son idéologie, le socialisme scientifique la source de ses analyses, de sa pratique politique et de son organisation.

L'encadrement syndical de la classe ouvrière ne pourra atteindre pleinement ses objectifs que s'il est opéré en liaison étroite avec un parti d'avant-garde de la classe ouvrière, dans la perspective historique de la lutte pour la démocratie, la libération et le socialisme.

Telle est la mission principale des militants ouvriers d'avant-garde au sein de la CDT. Sans l'accomplissement de ces tâches historiques, à travers la lutte quotidienne, le mouvement ouvrier sera menacé par des déviations de toutes sortes et ses luttes syndicales resteront sans objectifs définis et sans aucune perspective.

A l'occasion du 1^{er} mai, nous adressons nos salutations à la classe ouvrière marocaine et dans le monde, à la C.D.T. et au mouvement ouvrier marocain qui lutte pour ses droits et son émancipation contre l'exploitation de classe. Nous adressons aussi nos salutations à tous les militants syndicaux et politiques emprisonnés et à tous les travailleurs arbitrairement chassés de leur emploi.